

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 25 avril 2024

Selon l'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI), sur la première quinzaine du mois d'avril 2024, le taux d'inflation aurait accéléré à 4,6 %, contre 4,4 % en mars 2024.

LE CHIFFRE A
RETENIR

4,6 %

Inflation enregistrée pour la
première quinzaine d'avril 2024

L'inflation sous-jacente aurait en revanche ralenti à 4,4 % sur la première moitié du mois d'avril 2024, son niveau le plus faible depuis mai 2021. En son sein, l'inflation du logement aurait accéléré de 0,15 % et celle du cinéma de 1,1 %.

Par ailleurs, l'inflation non sous-jacente, incluant les biens dont les prix sont les plus volatiles, aurait accéléré à 5,4 % début avril (contre 4,2 % enregistrés fin mars 2024). Les pressions inflationnistes viendraient notamment des produits agricoles, enregistrant un taux d'inflation à 7 % sur la première quinzaine d'avril 2024, contre 5,1 % observés fin mars 2024.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Selon l'INEGI, l'indicateur global de l'activité économique aurait enregistré une croissance de 2,6 % g.a. en février 2024, contre 1 % g.a. en janvier 2024. Cette augmentation serait notamment tirée par la reprise des industries primaires (+16,5 % g.m. en février 2024 contre -13 % g.m. en janvier 2024). Au regard des activités tertiaires, le commerce de gros aurait enregistré une hausse de 8,3 % g.a. et les médias auraient progressé de 5,5 % g.a. Selon Moody's, l'activité économique serait stimulée par les élections présidentielles de juin 2024, notamment en raison des flux de dépenses publiques vers les transports, les médias, le commerce et la construction.

Selon le Ministère de l'Economie, 20 nouveaux projets d'investissement auraient été annoncés entre le 15 mars et le 15 avril 2024, pour un total avoisinant les 5 Mds USD. Ces annonces s'ajouteraient aux 73 reçues entre le 1^{er} janvier et le 15 mars 2024, totalisant dès lors 36,5 Mds USD attendus. Par ailleurs, 47 700 nouveaux postes de travail seraient générés par ces investissements, dont 48 % dans l'industrie automobile. Parmi les annonces les plus importantes, l'entreprise *Tango Solar España*, dans le secteur de la production d'énergie, aurait annoncé un investissement de 1,2 Mds USD. *Sempre* (entreprise de gazoduc des Etats-Unis) et *Sailun Group* (fabricant de pièces automobiles allemand) auraient respectivement prévu un investissement de 550 M USD et 427 M USD. Par ailleurs, 54 % des annonces concerneraient le secteur de l'industrie notamment avec (i) les boissons (53 %), (ii) les pièces automobiles (18 %) et (iii) le fer et l'acier (10 %).

Selon la bourse mexicaine, si les élections présidentielles mexicaines et étatsuniennes n'affectent pas le marché boursier, elles impacteraient le taux de change. Les prévisions d'entrées en bourse seraient plus faibles aux mois de juin et juillet 2024, conformément au calendrier électoral mexicain. En revanche, la bourse s'attendrait à plus de volatilité du peso mexicain sur 2024. Par ailleurs, la bourse mexicaine afficherait des résultats satisfaisants avec une hausse de 49 % g.a. des revenus tirés des frais de cotation en 2023.

Selon l'Institut Mexicain de la Compétitivité (IMCO), le travail non rémunéré à domicile et les services de garde aggraverait la situation de 25 M de femmes vivant dans la pauvreté. Au Mexique, 37 % des femmes vivraient dans la pauvreté (contre 36 % pour les hommes). Parmi elles, 47 % ont un emploi rémunéré. Ainsi, l'IMCO prévient du manque d'autonomie économique, c'est-à-dire la capacité à générer des revenus propres et suffisants. Ces femmes seraient dépendantes aux revenus de tiers (partenaires, amis, famille ou programme sociaux) pour subvenir à leurs besoins.

Finances publiques

Selon la candidate aux élections présidentielles de juin 2024, Claudia Sheinbaum, la dette de l'entreprise Pemex serait refinancée avant les prochaines échéances obligataires de 2025. La dette de Pemex s'élèverait à 106,5 Mds USD, comprenant des échéances de 6,8 Mds USD pour 2025. La candidate envisagerait d'une part de refinancer la dette de Pemex notamment en vue de relancer la production et d'autre part, elle souhaiterait développer d'autres sources d'énergie comme le lithium. Par ailleurs, la compagnie pétrolière s'était déjà appuyée sur des allègements fiscaux et des injections de liquidités du gouvernement du président Andrés Manuel Lopez Obrador (AMLO), à hauteur de 80 Mds USD.

La candidate aux élections présidentielles de juin 2024, Xóchitl Gálvez, se serait engagée à maintenir des finances publiques saines dans le cas où elle serait élue. Elle souligne que l'entreprise nationale pétrolière Pemex constituerait le principal problème du gouvernement, notamment en raison des multiples aides financières déployées par l'administration AMLO. Elle souhaiterait aussi entamer un examen approfondi de l'entreprise nationale d'électricité, la CFE, qui générerait des pertes financières. Si la candidate envisage d'augmenter l'assiette budgétaire, elle n'aurait pas prévu pour autant de procéder à une réforme fiscale. Elle encouragerait en outre les prestations sociales du gouvernement notamment pour bancariser le secteur informel via une 'nouvelle assurance populaire'. Finalement, son programme inclurait la promotion du financement bancaire pour les micros, petites et moyennes entreprises ainsi que le développement des banques numériques.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 25/04/2024
Bourse (IPC)	1,89%	+3,85%	56463,99 points
Change MXN/USD	0,65%	-5,05%	17,07
Change MXN/EUR	0,88%	-6,97%	18,26
Prix du baril mexicain	-1,79%	+11,1%	77,51

Amérique centrale

Costa Rica

La loi approuvée en 2021 interdisant l'utilisation de plastique à usage unique dans le pays est officiellement entrée en vigueur cette semaine. Selon le Ministère de la Santé, 60 tonnes de résidus plastique seraient produites par jour dans le pays.

Le Costa Rica et les Emirats Arabes-Unis auraient signé un accord commercial permettant aux exportateurs costariciens de bénéficier d'un accès privilégié au marché émirati. Il s'agirait du premier accord commercial du pays avec une économie du Moyen-Orient, et le premier des Emirats Arabes Unis avec un pays de la région.

El Salvador

Selon le ministère de l'économie, 15 000 emplois auraient été supprimés dans les zones franches entre 2022 et 2023 soit une baisse de 26 % g.a. Principalement située au sein des *maquilas* de textiles, cette réduction d'emploi serait liée à une diminution des exportations de ce secteur, principalement vers les Etats-Unis. Selon la Banque Centrale, l'année 2023 se serait soldée avec 161 400 personnes sans emploi, soit une augmentation de 6,6 % g.a.

Le prix de l'électricité devrait augmenter de 23 % pour l'industrie, le commerce et les grands consommateurs. Selon la Direction Générale de l'Energie, des Hydrocarbures et des Mines (DGEHM) cette augmentation serait dirigée en direction de ceux ayant consommé plus de 300 kilowattheures pendant le T1 2024. Un changement similaire aurait eu lieu en octobre 2023, lorsque l'Assemblée législative a approuvé un décret stipulant que le tarif de l'énergie serait gelé jusqu'au 14 avril 2024 afin de ne pas avoir d'impact sur l'économie des familles salvadoriennes. Les faibles précipitations et l'utilisation accrue de la production thermique auraient entraîné une augmentation des coûts.

Les revenus cumulés liés aux exportations de café auraient chuté de 43 % au cours de la récolte 2023-2024 par rapport au cycle précédent, soit une baisse de 18 M USD. Selon l'Institut salvadorien du café (ISC), la caféiculture salvadorienne aurait été touchée par le champignon de la rouille et la crise climatique, ce qui l'aurait conduite à enregistrer ses plus bas niveaux de production de grains depuis le cycle 2013-2014. Le café est le principal produit agricole d'exportation du pays.

Selon le Ministère de l'économie, le pays aurait entamé des négociations avec la Chine en vue d'un accord de libre-échange. Après le rétablissement des relations diplomatiques en 2018, le gouvernement avait annoncé en novembre 2022 l'ouverture

de négociations en vue de la signature d'un tel accord. En 2023, le commerce bilatéral aurait dépassé les 1,8 Mds USD, soit le double des niveaux enregistrés avant 2018.

Guatemala

S&P Global Ratings aurait maintenu la note de crédit du Guatemala à "BB" et aurait relevé ses perspectives à "Positif" (au lieu de "Stable"). L'agence a notamment souligné une politique macro-économique qui aurait permis de (i) maintenir un déficit budgétaire gérable, (ii) une politique monétaire qui aurait ramené l'inflation au centre de sa fourchette cible (4 %) et (iii) une diminution de l'incertitude politique faisant suite à l'élection du président Bernardo Arévalo. Le Guatemala serait également le pays ayant la dette nette la plus faible d'Amérique Latine, laquelle s'élèverait à 16 % de son PIB.

Le gouvernement aurait autorisé l'importation de différentes céréales sans paiement de droits de douane. D'après le Ministère de l'Economie (Mineco), la mesure entrerait en vigueur le 1er mai avec l'achat de 15 000 tonnes métriques de haricots, 55 000 tonnes de maïs blanc, du riz paddy et du maïs jaune. Cette autorisation ferait suite à la sécheresse que le pays connaît depuis la fin de l'année 2023 en raison du phénomène climatique El Nino qui aurait un impact majeur sur l'agriculture. Selon l'observatoire de la faim, plus de 3,8 M de guatémaltèques auraient une consommation alimentaire limitée, soit plus de 22 % de la population.

Honduras

Une délégation aurait rencontré le Département d'Etat des Etats-Unis afin de présenter le projet de train interocéanique. Elle aurait échangé avec le sous-secrétaire à la croissance, à l'énergie et à l'environnement à propos du projet reliant les océans Pacifique et Atlantique. Le projet passerait par la création d'une société transnationale, avec un investissement estimé à 20 Mds USD et sa construction s'étalerait sur une période comprise entre 10 et 15 ans.

Selon le Conseil Hondurien de l'Entreprise Privée (COHEP), les micro, petites et entreprises moyennes (MIPyMEs) emploieraient plus de 1,3 M d'Honduriens, soit près de 70 % de la totalité des emplois formels. Selon l'Institut National des statistiques (INE), au total 77 % des emplois seraient informels et 6 foyers sur 10 seraient en situation de pauvreté.

A partir du 10 novembre prochain, le Honduras pourrait être le premier pays d'Amérique centrale à disposer d'un vol direct vers Barcelone. Cette nouvelle liaison aérienne hebdomadaire entre l'aéroport international El Prat et l'aéroport international Palmerola s'inscrirait dans l'objectif général du gouvernement de développer le tourisme dans le pays. Hasard du calendrier, cette même semaine, la

secrétaire au tourisme participait au *Central America Travel Market 2024* au Salvador afin de « consolider le pays en tant que destination touristique de classe mondiale ».

Nicaragua

Les exportations vers la Chine auraient augmenté de 74 % g.a. au T1 2024, totalisant 27,8 M USD. Cette hausse fait suite à l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange le 1er janvier 2024 signé le 31 août 2023. De ce fait, la Chine deviendrait la sixième destination des exportations du pays dépassant ainsi le Royaume-Uni et la Corée du Sud. Selon le Ministère du Développement de l'Industrie et du Commerce, les exportations du T1 2024 représenteraient 62 % des exportations totales de l'année 2023 (44,1 M USD) vers la Chine. Les Etats-Unis resteraient en revanche le premier client du Nicaragua.

Selon la Banque Mondiale, le pays devrait connaître trois années de décélération après une croissance économique à 4,3 % en 2023. Les projections indiquent que le PIB devrait augmenter de 3,7 % en 2024, principalement en raison de la consommation intérieure encouragée par la réception de *remesas*, et de 3,5 % pour 2025 et 2026. Les envois de fonds auraient atteint 28 % du PIB brut en 2023, soit le double de l'année 2021. Le ralentissement économique mondial plus marqué que prévu, les catastrophes naturelles et les sanctions internationales plus strictes contre le pays expliquent entre autres ce ralentissement selon le FMI.

Panama

Le Parlement Européen a objecté l'acte réglementaire délégué prévoyant la sortie du Panama de la liste des pays tiers qui présentent un risque élevé et des lacunes stratégiques dans leurs régimes de lutte contre le blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme. Cette décision maintient ainsi le pays dans cette liste, alors que le Groupe d'action financière (GAFI) avait retiré le Panama de sa liste grise sur ces thématiques en novembre 2023. Selon le Parlement Européen, le Panama n'aurait pas respecté certaines conditions nécessaires à sa sortie, notamment dans la mise en place de mesures de lutte contre le contournement des sanctions imposées à la Russie. En outre, le Panama serait soupçonné de « *faciliter le contournement de l'embargo sur le pétrole russe imposé par le G7* ».

Selon l'Institut National des Statistiques et du recensement, les investissements directs étrangers (IDE) à destination du Panama auraient diminué de 48 % en 2023 relativement à 2019. Les IDE atteindraient 2 Mds USD en 2023, contre 3,9 Mds USD d'IDE enregistrés en 2019. Cette évolution s'expliquerait principalement par la baisse de 40 % g.a. des bénéfices réinvestis en 2023. Plusieurs économistes s'accordent sur la nécessité d'améliorer la transparence de la gouvernance et des institutions du pays afin de récupérer la confiance des investisseurs.

La peine maximale pour blanchiment d'argent de 12 ans de prison a été requise à l'encontre des deux fondateurs du cabinet d'avocats *Mossak & Fonseca* dans le procès de l'affaire des « Panama Papers », ouvert depuis le 8 avril. Cette demande de la procureure intervient alors que les audiences ont notamment révélées le rôle de cet ex-cabinet d'avocat dans plusieurs opérations de blanchiment d'argent. Pour l'accusation, ils seraient responsables d'avoir facilité, via le cabinet, la création de sociétés opaques favorisant le dépôt de millions de dollars en dehors des comptes réels de certaines entreprises. Le ministère public panaméen a révélé que 32 M USD auraient transité par des structures créées par le cabinet panaméen. 24 autres prévenus, principalement d'anciens employés du cabinet sont aussi accusés du crime de blanchiment d'argent. Le tribunal rendra sa décision dans un délai de 30 jours.

Selon le Conseil national de l'entreprise privée (CONEP), le travail informel toucherait 765 000 personnes, soit 47 % de la population active. Le CONEP alerte aussi sur le manque de créations d'emplois, notamment pour les jeunes désireux de rentrer sur le monde du travail, et sur la dépendance du marché du travail au secteur public, lequel compte environ 330 000 employés.

En 2023, le Fonds d'Épargne du Panama (FAP) aurait reçu 123 M USD, portant ses capitaux propres à 1,42 Mds USD en 2023, soit une hausse de 9,5 % g.a. Le conseil d'administration du FAP a salué ses résultats et leur « gestion responsable des actifs confiés », permettant ce gain dans une année positive pour les marchés financiers au Panama.

Caraïbes

Cuba

L'Union Européenne (UE) et l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'agriculture (FAO) aideraient Cuba à développer la production de semences de qualité sur l'île. Cette initiative s'inscrit dans le cadre des politiques du gouvernement cubain destinées à revitaliser le secteur agricole et porterait sur la production de semences certifiées de céréales et légumes dans 6 municipalités de différentes provinces de Cuba. Le projet s'inscrit dans le programme européen DESIRA (*Development Smart Innovation through Research in Agriculture*), qui bénéficie d'une aide financière de l'UE de 2,5 M EUR.

Haïti

Selon le Fonds monétaire international (FMI) le taux de croissance du PIB haïtien devrait être négatif en 2024, estimé à -3 %. Pour la région Amérique Latine et Caraïbes, la croissance attendue s'élèverait à 2 %. Avec cette contreperformance,

Haïti serait l'économie la moins performante de la région pour l'année 2024. Si ces projections se confirment, Haïti connaîtrait sa sixième année consécutive de décroissance après les récessions de -1,7 % en 2019, -3,3 % en 2020, -1,8 % en 2021, -1,7 % en 2022 et -1,9 % en 2023. Les prévisions du FMI sont conformes à celles publiées en janvier dernier dans le rapport Baromètre Economique et Financier (BEF) 2024 qui prévoyait une croissance négative du PIB national d'Haïti pour l'exercice fiscal 2023-2024.

Jamaïque

Selon le FMI, le Gouvernement de la Jamaïque, la Banque de Développement du pays, le Fonds Vert pour le Climat, la Banque Interaméricaine de développement, la Banque Mondiale, la Banque européenne d'investissement, l'USAID et le Royaume-Uni auraient entamé des discussions en vue de l'instauration d'un mécanisme de facilité « bleu et vert » à hauteur de 500 M USD sur 5 ans, pour soutenir le pays dans son adaptation au changement climatique.

République Dominicaine

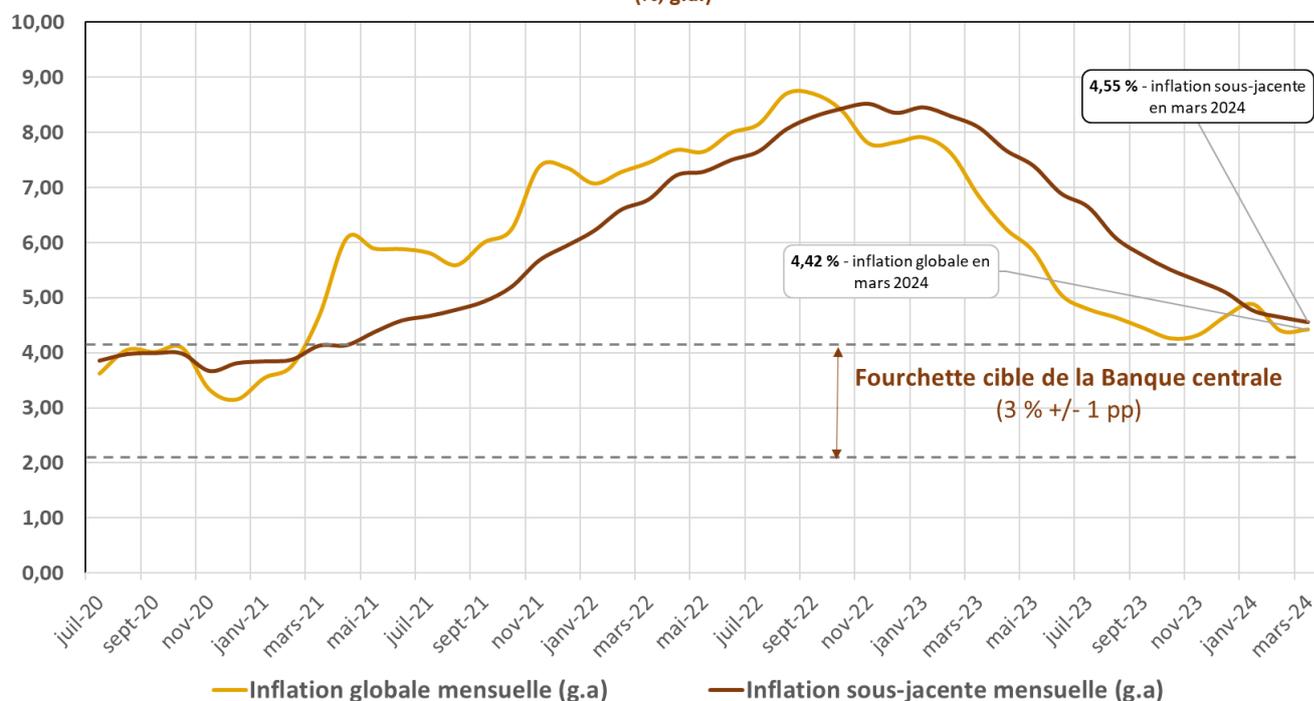
Selon la Banque centrale de la République dominicaine (BCRD), les transferts de fonds (*remesas*) auraient augmenté de 6,2 % g.a. au T1 2024. Par rapport au T1 2023, les flux de transferts de fonds auraient augmenté de 154 M USD, atteignant un total de 2,6 Mds USD. La performance économique des Etats-Unis au cours du T1 2024 aurait été l'un des principaux facteurs influençant cette croissance, alors que 85 % des transferts de fonds proviennent de ce pays. En effet, la création d'environ 300 000 emplois ainsi que la baisse du chômage de la population latino-américaine aux Etats-Unis (4,5 % en mars 2024 contre 5 % en février) sembleraient avoir participé à la hausse des transferts de fonds vers la République dominicaine.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2022)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Prévision FMI 2024	Dettes publiques (% PIB, 2024, prév FMI)	Inflation (2024, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	130,1	1 414,1	- 8 %	5,8 %	3,9 %	3,2 %	2,7 %	54,7 %	3,8 %	11%
Belize	0,4	3,0	-13,4 %	15,2 %	11,4 %	3 %	2,0 %	60,4 %	3,1 %	2,25 %
Costa Rica	5,2	68,4	-4,3 %	7,8 %	4,3 %	2,7 %	3,2 %	63,5 %	3,9 %	5,75 %
Guatemala	18,7	93,7	-1,8 %	8 %	4,0 %	3,4 %	3,5 %	28,6 %	6,4 %	5,00 %
Honduras	10,3	31,5	-9 %	12,5 %	4 %	3,7 %	3,5 %	n/d	6,4 %	3,00 %
Nicaragua	6,6	15,8	-1,8 %	10,3 %	4,0 %	3,0 %	3,3 %	44,5 %	6,1 %	7,00 %
El Salvador	6,3	31,6	-8,2 %	10,3 %	2,8 %	2,4 %	1,9 %	76,1 %	2,5 %	--
Haïti	12,1	20,5	-3,3 %	-1,80 %	-1,7 %	0,3 %	1,2 %	20,3 %	44,5 %	10,00 %
Jamaïque	2,7	16,0	-9,9 %	4,6 %	4,0 %	2,2 %	2 %	77,9 %	5,5 %	7,00 %
Panama	4,3	72,0	-18 %	15,3 %	10 %	5 %	4 %	54,3 %	3,1 %	--
République Dominicaine	10,6	112,5	-6,7	12,3 %	5 %	4,3 %	5 %	58,3 %	5,7 %	7,00 %
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

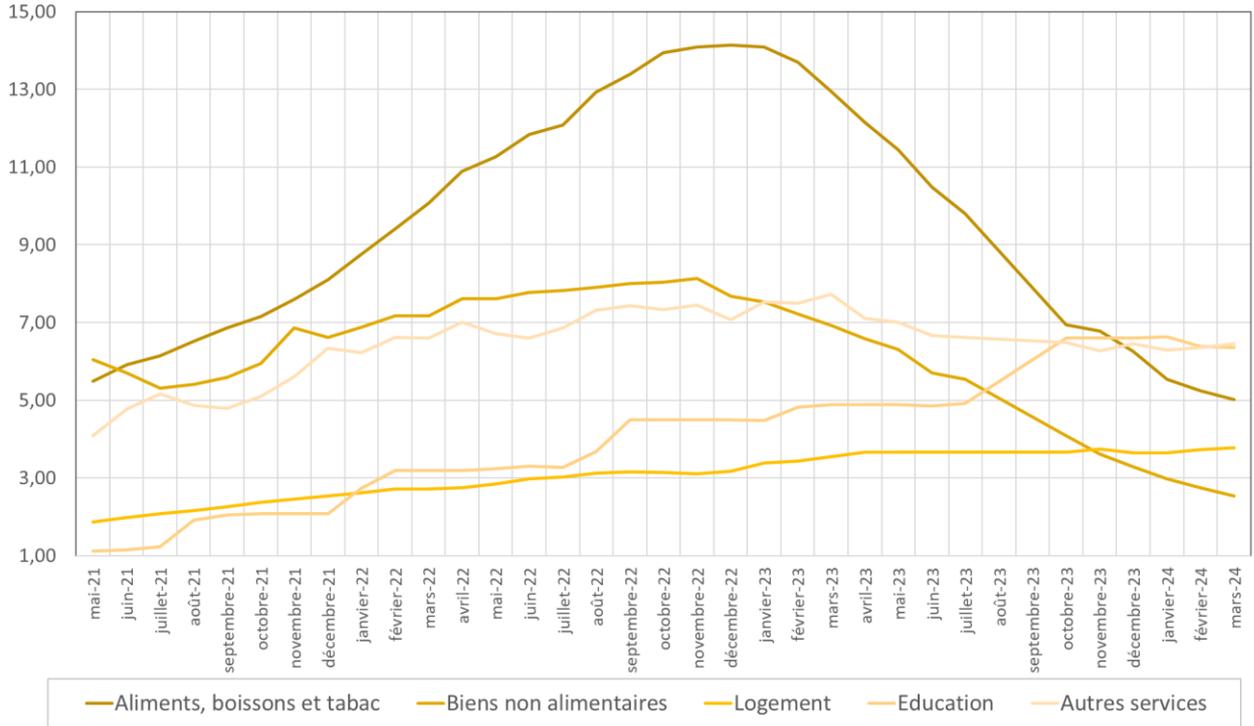
– Annexe Graphique Mexique –

INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE (% g.a.)



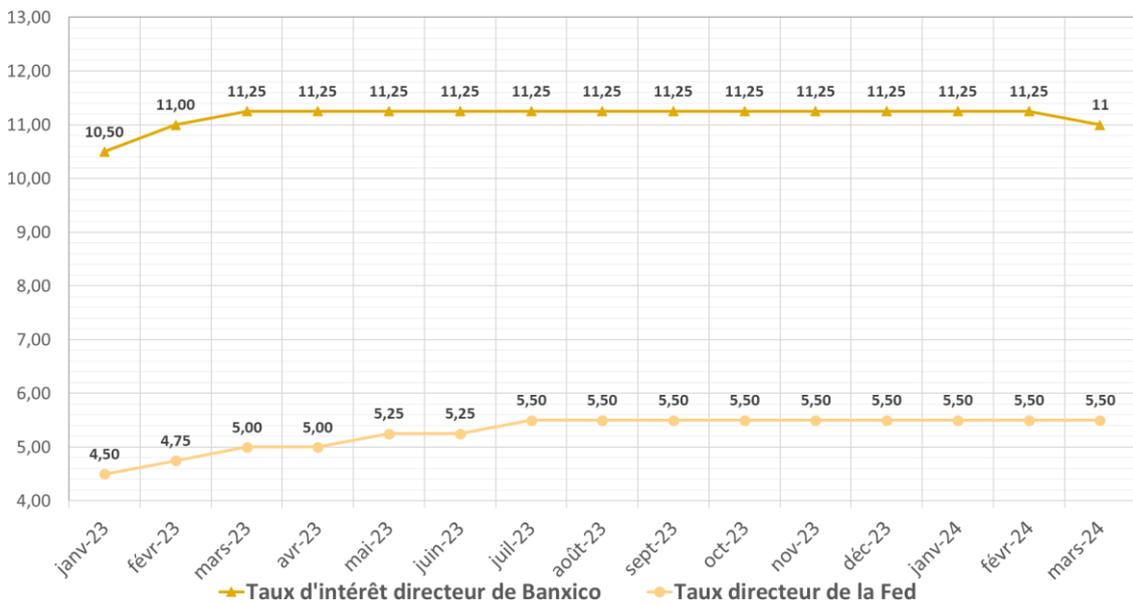
Source : Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie

EVOLUTION DES COMPOSANTES DE BASE DE L'INFLATION (%, g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

DIFFERENTIEL DE TAUX DIRECTEUR ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)

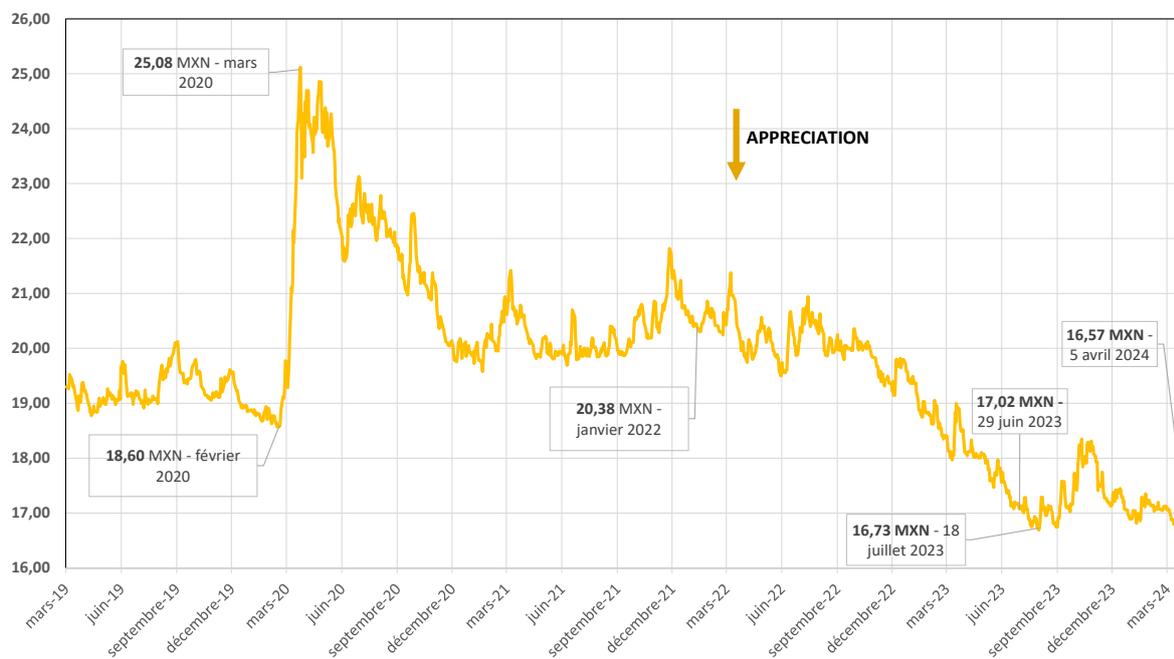


date	Taux d'intérêt directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel de taux entre Banxico et la Fed (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11	5,50	550

Source: Banque centrale du Mexique, Réserve fédérale américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

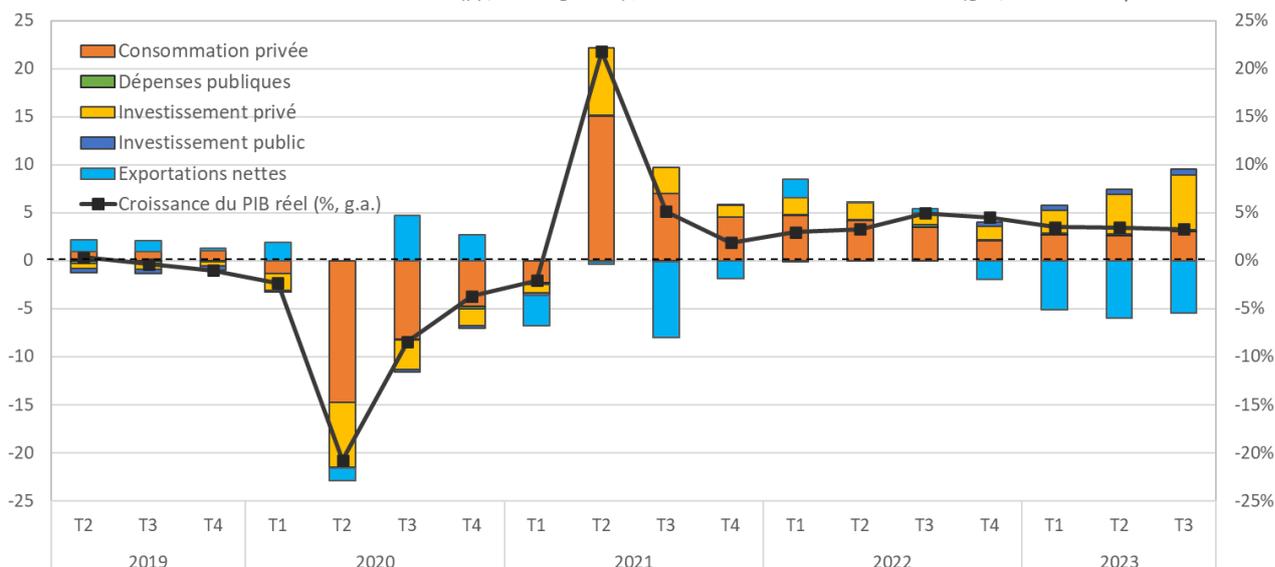
(MXN/USD)



Source: Banque centrale du Mexique

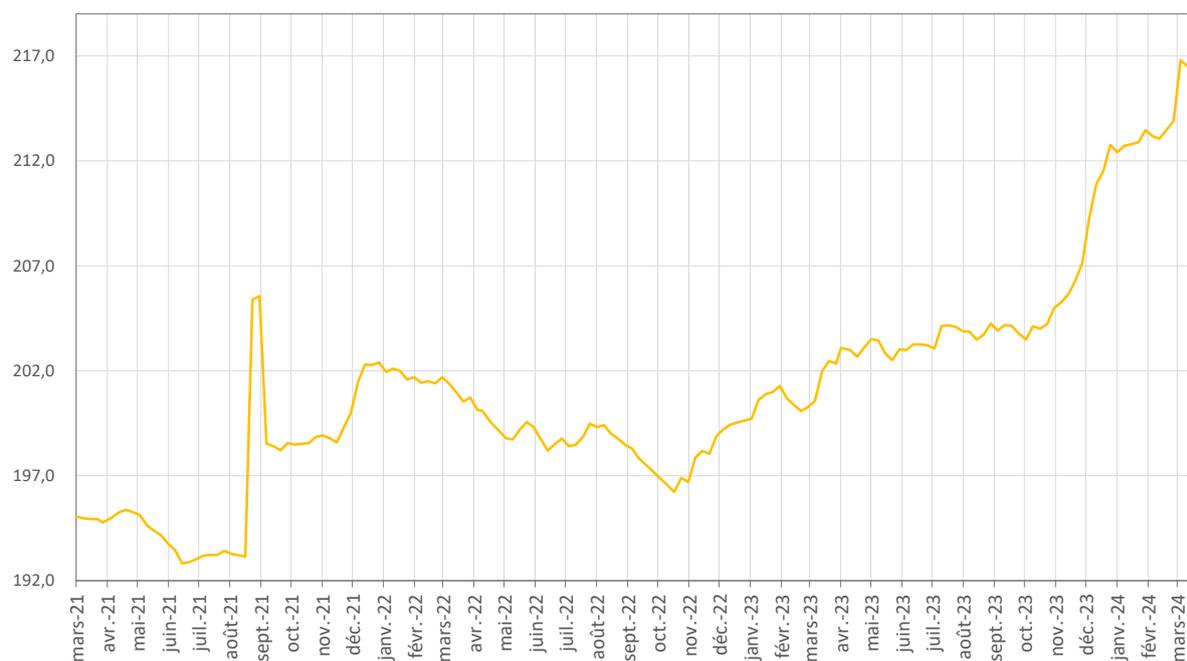
PIB REEL ET SES COMPOSANTS

Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr